

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/TUR/3

26 octobre 2004

(04-4529)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

### Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification de la TURQUIE<sup>1</sup>

La communication ci-après, datée du 22 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

1. À l'article 2 d) de son décret, qui contient des définitions, la Turquie définit l'expression "contingent tarifaire" comme la quantité ou la valeur des importations bénéficiant d'une exemption "de droits de douane et/ou d'autres charges financières ou d'une réduction de droits de douane et/ou d'autres charges financières pour une période spécifiée". D'après le décret, comment la Turquie procède-t-elle pour déterminer le montant du contingent approprié au titre du contingent tarifaire? Le décret exige-t-il que toutes mesures de sauvegarde sous la forme d'augmentations des droits de douane ou d'autres impositions à l'importation soient imposées uniquement aux importations du produit en sus du contingent, interdisant ainsi à la Turquie d'augmenter les droits et autres charges financières sur les marchandises importées dans les limites du contingent?

2. Comme il est indiqué ci-dessus, l'article 2 d) du décret mentionne également des "charges financières" et implique que ces charges sont autre chose que des droits de douane. Veuillez indiquer quels types d'"autres charges financières" la Turquie pourrait appliquer à titre de mesure de sauvegarde et en quoi ces charges diffèrent des droits de douane. Veuillez indiquer, en outre, quelle disposition de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes autorise un Membre à appliquer des "charges" sous une autre forme qu'un droit de douane.

3. L'article 2 e) du décret utilise l'expression "producteurs nationaux" et en donne une définition semblable à celle de l'expression "branche de production nationale" de l'article 4:1 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. L'utilisation de cette expression, alliée à sa définition, pourrait être interprétée comme signifiant que la Turquie peut appliquer une mesure de sauvegarde si elle estime que les seuls producteurs nationaux requérants a) constituent collectivement une "proportion majeure" de la production nationale et b) subissent un dommage grave ou sont menacés d'un dommage grave. Veuillez expliquer pourquoi la Turquie utilise l'expression "producteurs nationaux" au lieu de l'expression "branche de production nationale". Veuillez expliquer en quoi l'utilisation que fait la Turquie de l'expression "producteurs nationaux" est compatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

---

<sup>1</sup> Document G/SG/N/1/TUR/3, daté du 16 juillet 2004.

4. L'article 7 a) du règlement indique que la Turquie, lorsqu'elle examine si les importations se sont accrues, se demandera s'il y a eu un accroissement "soit en termes absolus, soit par rapport à la production nationale ou à la consommation intérieure". Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 2:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, qui définit un accroissement des importations comme un accroissement "dans l'absolu ou par rapport à la production nationale", et si la Turquie pense qu'un accroissement des importations par rapport à la consommation intérieure seulement suffit à satisfaire à la prescription de l'article 2:1.

5. Suivant l'article 7 b) du règlement, le "prix des importations", y compris une "sous-cotation notable du prix", est l'un des facteurs à prendre en considération pour déterminer si l'accroissement des importations cause un dommage grave. Le prix ne figure pas parmi les facteurs énumérés dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, par exemple à l'article 4:2 a). Veuillez décrire le type d'analyse que la Turquie entreprendrait pour la prise en compte du prix des importations et de la sous-cotation du prix dans le cadre d'une enquête en matière de sauvegarde. Veuillez indiquer si cette analyse serait différente de l'analyse que la Turquie appliquerait dans une enquête antidumping ou une enquête en matière de droits compensateurs et, dans l'affirmative, en quoi elle serait différente.

---